

DROIT SOCIAL

n° 10 - Octobre 2013

TRIBUNE

Retraite : mesures d'ajustement ou réforme de fond ?
Christophe WILLMANN

769

DOSSIER

Loi relative à la sécurisation de l'emploi

Deuxième partie : Lutter contre la précarité,
anticiper les mutations économiques et encadrer les licenciements économiques

- Loi de sécurisation de l'emploi et assurance chômage : l'essentiel et l'accessoire
Christophe WILLMANN 772
- La modulation des cotisations d'assurance chômage, un nouvel instrument des politiques de l'emploi ?
Christophe WILLMANN 778
- Temps partiel : travail choisi ou travail forcé ?
Françoise FAVENNEC-HÉRY 785
- GPEC : le renforcement de l'obligation triennale de négocier
Paul-Henri ANTONMATTEI 791
- L'accord de mobilité interne : il faut l'essayer !
Paul-Henri ANTONMATTEI 794
- L'indemnisation de l'activité partielle
Dirk BAUGARD 798
- Accords de maintien de l'emploi
Gérard COUTURIER 805
- Un nouveau droit des (grands) licenciements collectifs
Gérard COUTURIER 814
- L'obligation de rechercher un repreneur en cas de fermeture de site
Frédéric GÉA 827
- Équivoques sur l'ordre des licenciements
Frédéric GÉA 830
- La diminution des délais de prescriptions
Bernard GAURIAU 833
- Faciliter la conciliation prud'homale... mais pour qui ?
Daniel BOULMIER 837
- Seuils d'effectifs et délais supplémentaires pour l'exercice des droits collectifs
Frank PETIT 846

ÉTUDE

Sources

- Extension du droit social français dans les eaux territoriales
Patrick CHAUMETTE 850

ACTUALITÉS

- Clause de renonciation et rupture conventionnelle du contrat de travail
Sébastien TOURNAUX 860

DALLOZ

9 117 82243 413106